

**SOMMAIRE****ENERGIE – CLIMAT**

- La 1<sup>ère</sup> assemblée locale britannique s'accorde sur un plan de lutte contre le réchauffement climatique
- Le Gouvernement britannique va introduire une taxe carbone sur les trajets en avion

**ENVIRONNEMENT**

- L'environnement devient une priorité pour une majorité de britanniques

**TRANSPORT**

- Les bornes de recharge de voitures électriques bientôt généralisées dans les logements neufs
- La ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 pourrait coûter 30 Md£ de plus que prévu

**NUMERIQUE**

- Amazon s'associe au NHS pour fournir des informations de santé aux utilisateurs d'Alexa
- La Chambre des Communes n'apporte aucune preuve technique justifiant l'exclusion totale de Huawei

**SERVICES PROFESSIONNELS**

- Le FRC ouvre une consultation pour renforcer l'indépendance des auditeurs
- Aucun cabinet d'audit ne remplit les objectifs de qualité du FRC pour les audits du FTSE 350
- Le marché britannique du conseil aux entreprises dépasse les 10 Md£ pour la première fois

**RÉGIONS**

- 29 *councils* peuvent désormais saisir les arriérés de taxe d'habitation sur les revenus des contribuables
- 40 000 emplois pourraient disparaître en Irlande du Nord en cas de no deal

**INDUSTRIE**

- Possible pénurie de médicaments en Écosse en cas de no deal

**FAIT MARQUANT : Lancement d'une consultation du BEIS sur le financement des centrales nucléaires**

Le Gouvernement britannique vient d'apporter son soutien au mode de financement [RAB](#) (*Regulated Asset Base*) qui consiste à faire payer un surplus aux consommateurs sur leur facture d'énergie en amont de la réalisation du projet. Ce soutien destiné à faire baisser les coûts des nouvelles centrales s'inscrit dans un contexte difficile pour le secteur nucléaire qui a vu l'abandon de plusieurs projets ces derniers mois (Hitachi à Wylfa et Toshiba à Moorside). Le BEIS (ministère de l'Énergie) vient de lancer une consultation devant durer 3 mois sur ce nouveau mode de financement et espère ainsi attirer les investisseurs, baisser le coût des projets et in fine baisser la facture des consommateurs. Ce système a été critiqué par certaines ONG qui considèrent le nucléaire comme non compétitif par rapport aux énergies renouvelables. Il a revanche le plein soutien d'EDF Energy qui espère ainsi pouvoir construire une 2<sup>nd</sup>e centrale nucléaire à Sizewell en plus du projet mené actuellement à HPC (ouest de l'Angleterre). Pour rappel, 7 des 8 centrales nucléaires présentes au RU doivent fermer d'ici 2030. Le nucléaire reste selon le Gouvernement nécessaire pour déclinier les ambitions climatiques du pays (neutralité carbone d'ici 2050) en assurant une énergie fiable et faire face à une demande croissante en électricité. Le BEIS a aussi indiqué que le RAB nécessiterait la mise en place d'un régulateur pour définir le montant que pourront facturer les compagnies d'énergie. Le Gouvernement devrait publier durant l'été son Livre blanc sur l'énergie qui déclinera ses intentions en matière de production d'électricité.

## ENERGIE - CLIMAT

La 1<sup>ère</sup> assemblée locale s'accorde sur un plan de lutte contre le réchauffement climatique – [l'assemblée](#), conviée à l'initiative du [council de Camden](#) (arrondissement du Nord de Londres), s'est engagée sur 17 propositions pour lutter contre le changement climatique. Réunissant des habitants et un conseil d'experts dans le domaine du climat, les propositions se sont concentrées sur le logement, les transports, les espaces verts, le développement des pistes cyclables, la fin de l'utilisation des énergies fossiles dans le chauffage urbain, la mise en place de parkings gratuits et la mise en œuvre d'un programme de constructions de logements neutres en carbone. Le mois dernier, le Parlement britannique annonçait un plan pour avoir sa propre assemblée sur le climat dans le but de mieux informer le Gouvernement sur le sujet.

Le Gouvernement britannique va introduire une taxe carbone sur les trajets en avion – les passagers pourraient s'acquitter d'une [taxe carbone](#) dont le produit servira à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à lutter contre le changement climatique. Cette taxe qui ne serait pas obligatoire pourrait être généralisée à l'ensemble des moyens de transport. Le Gouvernement espère ainsi renforcer la prise de conscience de la population sur les impacts du transport en matière de changement climatique. Les fonds recueillis serviront à financer des projets d'intérêts écologiques comme la plantation d'arbres pour réduire l'emprunte carbone. L'objectif est d'amener les passagers à privilégier des modes de transport moins émetteurs. En 2018 un tiers des émissions de dioxyde de carbone provenait du secteur des transports au RU.

## ENVIRONNEMENT

L'environnement devient une priorité pour une majorité de britanniques – Comme le révèle [un sondage](#) commandé par le think tank Engage Britain, la protection de l'environnement figure désormais parmi les principales préoccupations des britanniques, devant le terrorisme et l'accès au logement. Cette prise de conscience toucherait indifféremment toutes les classes d'âge mais aurait un écho plus important chez les jeunes. Les 3 principales priorités concernent la santé, la pauvreté et l'éducation.

## TRANSPORT

Les bornes de recharge de voitures électriques bientôt généralisées dans les logements neufs – le Gouvernement vient de lancer une [consultation](#) visant à ce que les bâtiments résidentiels et non résidentiels neufs qui seront construits en Angleterre soient équipés d'une borne de recharge pour les véhicules électriques. Cette mesure qui intervient dans un contexte de développement des zones à très faibles émissions, doit permettre de dynamiser les ventes de véhicules électriques qui ne représentaient que 2,7% des ventes de véhicules neufs en 2018 et alors que 33% des émissions de CO<sub>2</sub> provenaient du secteur des transports. Le coût supplémentaire par place de stationnement serait de l'ordre de 976£ pour une maison moyenne, le Gouvernement pouvant déjà prendre en charge jusqu'à 500£ de travaux permettant l'installation de borne dans le bâtiment. La législation proposée viendrait en appui d'autres mesures contenues dans la *Road to zero strategy* et bénéficierait d'1,5 Md£ pour le développement des véhicules électriques.

La ligne ferroviaire à grande vitesse HS2 pourrait coûter 30 Md£ de plus que prévu – Dans une lettre adressée au ministère des Transports (DFT) et qui a fuité dans la presse, Alan Cook, le responsable du projet HS2 a indiqué que la seconde ligne à grande vitesse devant relier Londres au nord de l'Angleterre ne serait pas délivrée au coût initial de 56 Md£. Cette lettre s'inscrit dans le cadre de la revue générale des coûts que M. Cook mène actuellement. La date de la remise du rapport n'a pas été précisée. Le premier segment du projet entre Londres et Birmingham doit ouvrir en 2026 et le second vers Leeds et Manchester vers 2032-2033. Boris Johnson s'il est élu Premier ministre a d'ores et déjà indiqué qu'il lancerait une revue générale parallèle du projet.

## NUMERIQUE

**Amazon s'associe au NHS pour fournir des informations de santé aux utilisateurs d'Alexa** – Les utilisateurs d'Alexa qui poseront des questions de santé à leur assistant personnel recevront désormais une réponse directement puisée du site internet du NHS, et non plus une synthèse des réponses les plus populaires du web. Le ministre de la Santé Matt Hancock s'est réjoui du [partenariat](#) avec l'entreprise technologique, qui permet à la fois de moderniser l'image du NHS et de filtrer les informations de santé délivrées aux utilisateurs d'Alexa. Toutefois, les opposants à ce partenariat mettent en avant le risque d'utilisation et de commercialisation des données confidentielles de santé par Amazon, qui s'est empressé de rassurer les utilisateurs d'Alexa sur la sécurité et le respect de leurs données personnelles. La même semaine, NHSX a annoncé la création d'un [centre national d'expertise](#) pour faciliter le partage des données de santé des patients avec l'industrie en délivrant des lignes de conduite et conseils juridiques.

**La Chambre des Communes n'apporte aucune preuve technique justifiant l'exclusion totale de Huawei des réseaux 5G** – Le comité scientifique et technologique de la Chambre des Communes a envoyé les [conclusions](#) de son enquête réalisée auprès des opérateurs télécoms au Ministre en charge du numérique, Jeremy Wright. Il admet n'avoir trouvé aucun élément technique qui puisse justifier une exclusion totale de Huawei du marché des équipements 5G au RU mais, recommande cependant son exclusion du « cœur des réseaux ». Il encourage également la création de structures comparables au *Huawei Cyber Security Evaluation Centre* pour les autres fournisseurs d'équipements et de services comme Nokia et Ericsson.

## SERVICES PROFESSIONNELS

**Le FRC ouvre une consultation pour renforcer l'indépendance des auditeurs** – Le FRC vient d'ouvrir une [consultation](#) en vue d'un éventuel renforcement des règles d'indépendance des commissaires-aux-comptes. Le régulateur comptable souhaite notamment limiter le nombre de services « hors audit » (conseil juridique, RH, fiscalité, stratégie, organisation) que les cabinets d'audit peuvent proposer à leurs clients cotés en introduisant un « test d'intérêt général » (les cabinets s'exposeraient à des sanctions pécuniaires en cas de réponse positive au test). Le FRC prévoit en outre de remplacer la liste de services hors audit interdits par une liste beaucoup plus restreinte de services « permis ». Les cabinets auraient également interdiction de faire varier les tarifs de leurs prestations « hors audit » en fonction de la qualité du travail fourni et de seuils de performance préalablement déterminés (*contingent fees*). La consultation prendra fin le 27 septembre.

**Aucun cabinet d'audit ne remplit les objectifs de qualité fixés par le FRC pour les audits du FTSE 350** – Le [rapport d'inspection](#) 2018/2019 du FRC ne fait état d'aucune amélioration de la qualité des audits cette année par rapport aux années précédentes : 75 % des audits inspectés ont été qualifiés de « bons ou requérant seulement des améliorations limitées » (en-deçà de l'objectif cible de 90 % du FRC) et 25 % ont été jugés inférieurs aux standards de qualité minimum requis. Si les audits du FTSE 350 de KPMG se sont nettement améliorés – 80 % d'entre eux remplissent maintenant les standards de qualité du FRC, contre 50 % l'année précédente – il n'en est pas de même pour Grant Thornton (50 %) et PwC (65 %), directement visés par le FRC pour leurs audits « inférieurs aux standards minimum de qualité attendus ». Le FRC a d'autre part annoncé élargir son objectif de 90 % des audits FTSE 350 de qualité à tous les audits contrôlés à partir de 2019/2020 et, à partir de 2020/2021, exiger que 100 % des audits inspectés ne nécessitent pas plus qu'une amélioration « minime ».

**Le marché britannique du conseil aux entreprises dépasse les 10 Md£ pour la première fois** – L'industrie du conseil au RU (60 000 emplois) a [crû](#) à son rythme le plus élevé depuis 10 ans en 2018 (+7 %), dépassant ainsi pour la première fois le seuil de 10 Md£ (10,6 Md£). Selon le [rapport annuel](#) de la *Management Consultancies Association* (MCA), la forte croissance de la demande en prestation de conseil en 2018, alimentée aussi bien par les entreprises que par le secteur public, serait principalement due à la préparation au Brexit, à la faiblesse de la livre sterling qui a rendu le marché plus attractif pour les entreprises étrangères et à la poursuite du processus de digitalisation des entreprises

et du secteur public (28 % de la demande). La croissance de la demande a été la plus forte dans la construction (+190 % depuis 2016), la vente de détail (+65 %) et le digital (+31 %). La MCA estime par ailleurs que la croissance du secteur devrait se poursuivre dans les prochains mois (+7,8 % prévus en 2019), en ligne avec l'approche de la date de sortie du 31 octobre.



**29 councils peuvent désormais saisir les arriérés de taxe d'habitation sur les salaires des contribuables** – Un programme test a été ouvert afin de permettre à 29 collectivités locales de saisir les arriérés de taxe d'habitation du salaire des contribuables, et ainsi réaliser des économies substantielles en s'affranchissant des huissiers de justice auxquels elles font appel pour recouvrer les impayés. Cette annonce intervient dans un contexte où le recours aux huissiers de justice pour recouvrer les impayés d'impôts municipaux a fait l'objet de critiques de parlementaires, qui jugent leurs honoraires disproportionnés (jusqu'à 1 200 % de la taxe d'habitation impayée) et leurs tactiques de recouvrement « agressives ». Le programme test pourrait être étendu à l'échelle nationale en cas de succès.

**40 000 emplois pourraient disparaître en Irlande du Nord en cas de no deal** – Selon un [rapport](#) du ministère nord-irlandais de l'économie publié le 10 juillet, 40 000 emplois pourraient disparaître en cas de no deal, notamment dans l'agroalimentaire et les transports. Le rapport, qui prévoit une baisse des exports vers l'Irlande de l'ordre de 11-19 % en l'absence d'accord de sortie, qualifie d'« immédiates et majeures » les conséquences d'un no deal pour la compétitivité nord-irlandaise. En outre, si le RU a précisé que les marchandises en provenance d'Irlande ne seraient pas soumises aux droits de douane en Irlande du Nord, le rapport estime « avec un degré de certitude raisonnable » qu'il n'en sera pas de même dans l'autre sens. Cette publication intervient une semaine après que le ministre chargé des relations avec l'Écosse, l'Irlande du Nord et le Pays de Galles a déclaré qu'un no deal pourrait conduire à l'implosion du RU et que le vice-premier ministre irlandais a qualifié de « réelle » la probabilité d'une sortie sans accord.



**Le ministre écossais chargé des relations constitutionnelles évoque une possible pénurie de médicaments en Écosse en cas de no deal** – M. Russell a déclaré ne pas être en mesure de garantir la disponibilité des médicaments en Écosse en cas de no deal dans un entretien accordé à la BBC. Le ministre a également mis en garde les consommateurs contre la tentation d'accumuler des réserves de médicaments en vue d'un no deal, précisant que ce seul phénomène était de nature à créer des pénuries sur le marché et déstabiliser l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Il a par ailleurs qualifié l'éventualité d'une sortie sans accord de « désastreuse » et a appelé à l'organisation d'un second référendum sur le Brexit, en réitérant sa volonté de rester dans l'UE.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Rédigé par :** Gautier Houel (énergie, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



**Contact :** Gautier Houel, Attaché économique, [gautier.houel@dgtresor.gouv.fr](mailto:gautier.houel@dgtresor.gouv.fr)



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury\\_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)